

"Sur les déchets, que disent les grandes villes de Corse" ?

Polémique sur fond de racisme à l'école, gestion de la crise des déchets, jamais Pierre Siméon de Buochberg n'avait vécu une période aussi tendue dans son parcours de jeune maire. Il y revient, mais pas seulement...

La polémique à l'école, la crise des déchets, en quelques jours. La période la plus difficile de votre parcours politique?

C'est vrai que je n'avais pas encore eu à gérer une telle situation depuis mon accession aux fonctions de maire. De la conciliation, un maire en fait tous les jours, mais plutôt individuelle. Pour le coup, elle a été collective, ce n'est pas vraiment la même chose.

Comment un projet de kermesse d'école a-t-il pu prendre une telle tournure?

D'abord à cause d'une mauvaise communication. Si les parents concernés par le refus de voir leurs enfants chanter en arabe avaient fait remonter l'information aux parents délégués, lesquels l'auraient de leur côté relayé auprès du corps enseignant, un terrain d'entente aurait pu être trouvé. Le problème, c'est qu'on a beaucoup grondé à l'extérieur, les enseignants se sont mis sur la défensive, et le ton est monté. Dès lors, c'est difficile de contenir une telle tension amplifiée par les réseaux sociaux qui, sur ce plan-là, sont catastrophiques. On parle de liberté d'expression, mais il faut bien que celle-ci ait un début et une fin. Sur les réseaux sociaux, il n'y a pas de limites. On peut y dire tout et n'importe quoi, sans pour autant être inquiété.

Difficile aussi, pour le maire, de se positionner, même s'il doit intervenir...

Je ne pouvais prendre parti dans la mesure où nous étions dans le cadre du fonctionnement de l'école. Si les enseignants avaient choisi de maintenir leur programme, je n'aurais pas eu mon mot à dire.

Mais quand d'aucuns crient au racisme aujourd'hui, comment réagissez-vous?

En affirmant d'abord qu'on n'est pas plus raciste à Prunelli-di-Fiumorbu que dans le reste de la France.

Mais vis-à-vis de la décision des parents d'élèves qui a déclenché toute l'affaire?

Je dirais que l'amalgame fait malheureusement son effet. C'est pareil pour le rassemblement que nous avons organisé le 27 juin dernier. Je considère que ce fut une demi-réussite. Pourquoi? Un horrible attentat se produit dans l'Isère deux jours auparavant, et à l'arrivée, la représentation de la population locale est faible à notre rassemblement. Ceux qui avaient l'intention d'y participer avant cet attentat étaient pourtant plus nombreux.

"Les mots "Arabes, menaces, Corses, enseignants" ont été le détonateur des raccourcis parisiens"

Pour en revenir au territoire du Fiumorbu. L'immigration y est forte, mais on ne peut pas dire que c'est ce qui agité la microrégion ces dernières années?

Certains ont tendance à focaliser de manière négative sur Prunelli di Fiumorbu, mais j'ose encore dire qu'on y vit bien. D'ailleurs, les quelques tensions qui ont eu lieu pendant cette affaire, elles ont eu lieu entre locaux, jamais entre locaux et Maghrébins. Je crois que quatre mots ont été les détonateurs de ces raccourcis qui ont pu être faits de manières malheureuses: Arabes, menaces, Corses, enseignants. Quand ces mots sont remontés jusqu'à Paris....

La fin de l'année scolaire est là. Doit-on aujourd'hui laisser les choses s'apaiser naturellement, ou se ressaisir de la question dès la rentrée?

Ma volonté a d'abord été de mettre tout le monde autour de la table. Sans quoi, nous aurions eu les parents d'un côté, les enseignants de l'autre, et aucun dialogue. On ne pouvait pas terminer l'année scolaire comme ça. Avec le rassemblement de Migliacciaru, on a quand même terminé sur une



"On parle de liberté d'expression, mais il faut bien que celle-ci ait un début et une fin. Sur les réseaux sociaux, il n'y a pas de limites..."

/ PHOTO I.V.

note plus positive. Ceci dit, c'est vrai, il va falloir faire preuve d'une grande vigilance dès la rentrée. Peut-être organiser de nouvelles réunions, voire un grand débat. Si on ne le fait pas, on aura le même problème à la prochaine kermesse.

La crise des déchets qui s'est également déplacée sur votre commune. Celle-là, vous l'aviez anticipée?

Quand j'ai été élu maire, en juin 2008, et président de communauté de communes le mois suivant, le dossier de la gestion des déchets est arrivé très vite sur mon bureau. C'était le dossier phare de l'intercommunalité, et le centre d'enfouissement étant sur ma commune, je ne pouvais y échapper. Ce dossier, je l'ai pris à bras-le-corps.

"J'aurais pu dire, comme beaucoup d'autres: on ferme et on va vider nos poubelles à Tallone"

Quelle a été, justement, votre ligne de conduite?

Il s'agissait de prendre des positions qui n'étaient pas simples. J'aurais pu faire comme bon nombre de maires en Corse et dire: je m'en lave les mains, je ferme mon centre d'enfouissement et on ira enfouir ailleurs. J'ai pris la décision de garder ce dossier. Pourquoi? D'abord parce que c'est une activité industrielle. Pas forcément la plus valorisante, mais

porteuse d'une économie malgré tout. La commune a fait l'acquisition de terrains, la société exploitante a déposé un deuxième dossier d'exploitation. Au travers du bail que nous avons passé avec cette société, une redevance est versée à la commune. J'y vois plusieurs bénéfices, des ressources budgétaires qui profitent forcément à la population dans la mesure où notre capacité d'investissement est revue à la hausse.

Par ailleurs, les habitants du territoire intercommunal bénéficient d'un tarif préférentiel. On a l'un de taux les plus bas de Corse sur les taxes d'ordures ménagères. Enfin, en menant à bien ce dossier, on a aussi pensé à la Corse. Le site, c'est 40 000 tonnes, dont 35 000 qui viennent de l'extérieur. On peut dire qu'on a réglé une partie de la problématique des déchets en Corse.

Mais l'actualité vous a conduit à dire: "Il y a des limites"?

Si je me suis prononcé pour zéro kilo supplémentaire sur le site d'enfouissement de ma commune, c'est justement parce que je considère que nous avons rempli notre part du contrat. Nous nous sommes comportés en élus responsables alors que nous aurions pu dire nous aussi stop en 2012, et nous en aller à Tallone pour déverser nos poubelles.

Comment voyez-vous la suite des événements?

La discussion avec le préfet a été très serrée, mais il a bien compris notre position. D'autant plus qu'il a décidé de dérouter 8 000 tonnes en provenance du sud vers notre site, pour les orienter sur Viggianello et Vico.

Nous vous parlions d'anticipation tout à l'heure. On savait quand même depuis longtemps que Tallone allait fermer, que Prunelli allait refuser d'être le din-don de la farce?

Je lisais ce matin dans votre journal les propos d'un élu qui critiquait le Syvade. Que je sache, il n'y a pas 50 élus qui se sont emparés de la problématique des déchets en Corse. Il y en a trois: François Tatti, le président du Syvade, qui fait son travail pour les 230 communes qu'il représente, Christian Orsucci et Pierre Siméon de Buochberg.

Le problème vient des communes qui ne sont pas adhérentes du Syvade, et qui n'ont pas trouvé de solutions pour enfouir leurs déchets. Que je sache, le plus gros producteur de déchets en Haute-Corse, c'est bien la ville de Bastia. Quand j'entends des cris d'alerte du genre: "il faut faire des sites de tri mécano-biologique aux portes des grandes villes", j'attends que les maires de ces grandes villes prennent des décisions dans ce sens. Il n'y a pas que le maire de Prunelli qui peut dégager du foncier et créer un site. Pour quel projet? Force est de constater qu'on n'a pas encore la solution. Le TMB a

d'abord été présenté comme une option extraordinaire, on commence à nous dire que ce n'est plus vraiment le cas. Personne n'a voulu de l'incinérateur à l'heure où 90 % des déchets en France sont incinérés. C'est bien beau de dire qu'il faut faire ci, entreprendre ça, je le répète, j'attends que les grandes villes de Corse prennent des positions.

Vous êtes encore un jeune maire, avec seulement quelques années de mandat. Qu'avez-vous appris de ces derniers événements?

La politique, j'en entends parler depuis que je suis né. Ma famille y a toujours baigné et elle considère que c'est un état d'esprit. Je crois qu'il faut savoir mettre les mains dans le cambouis, être proche des gens et vivre leur quotidien pour agir comme il se doit.

Moi, je sais que je suis capable de préparer ma fille le matin, de l'amener à l'école et d'avoir une réunion avec le préfet le midi. Vous évoquez les derniers événements. C'est vrai, beaucoup de gens sur la commune me disent quand ils me rencontrent: "Comment tu fais"? Je leur réponds que ça fait partie du jeu, qu'il faut le prendre avec philosophie, savoir en tirer les enseignements et continuer à aller de l'avant.

"Dans la collectivité unique je ne retrouve pas l'écu de proximité que le département propose aujourd'hui"

Sortons un peu de votre territoire pour évoquer vos fonctions départementales. Quel est aujourd'hui votre regard sur cet échelon politique plutôt controversé, et sur les affaires qui agitent l'institution de Haute-Corse?

Une nouvelle mandature vient de s'ouvrir. De quoi sera-t-elle faite sachant qu'on ne sait pas exactement combien de temps elle va durer? On ne sait pas trop où l'on va et c'est un peu gênant quand, dans le cadre de la mise en place de politiques, on ne dispose pas d'un calendrier précis. Ceci dit, il y a une équipe en place renouvelée, dynamique, qui a pris les dossiers à bras-le-corps. On le voit d'ailleurs sur le réseau routier. Pour parler des affaires, je me souviens de l'année 2011. Le jour où Joseph Castelli a été élu président, la police était dans les murs du département. Si la justice doit trancher, elle tranchera, mais ce que je peux vous dire, c'est que tout le monde travaille sereinement.

La collectivité unique, vous y croyez?

Je suis pour la simplification, j'ai voté pour la collectivité unique et je vais pouvoir y travailler dans la mesure où je viens d'être élu président de la commission pour l'avenir de la Corse au département. Ceci dit, je ne suis pas complètement satisfait de ce qui se dessine car nous allons perdre un élu de proximité. Dans le cadre de cette collectivité unique telle qu'elle se profile, je ne retrouve pas cet élu de proximité. L'idée serait de retravailler la question en insistant davantage sur la représentativité des territoires. Pour en revenir à la simplification, à l'économie, je demande à voir. Avec l'intercommunalité, on a ajouté une couche au millefeuille. A-t-on fait des économies? La réponse est non.

Serez-vous dans la campagne des territoriales, vous le maire de droite mais proche de Paul Giacobbi?

Nous verrons bien, mais si j'y participe, ça sera d'abord en représentant de mon territoire. C'est la raison pour laquelle je consulterai au préalable mes collègues élus avec lesquels je travaille tous les jours. Mais je ne suis pas seul à pouvoir prétendre à une candidature et à une présence sur une liste.

Propos recueillis par Noël KRUSLIN
nkruslin@corsematin.com